



SOMMAIRE

Cinq ans après le choc économique, quelle trajectoire pour l'agriculture biologique en France ?

- Des arbitrages de consommation défavorables au bio
- Une reprise pour le marché biologique dans un contexte de recul de la production
- Un soutien public centré sur l'offre, fragilisé par la crise
- Une évolution structurelle de nos habitudes alimentaires

RÉDACTION



Contact : Magali Catteau

magali.catteau@france.chambres-agriculture.fr

Cinq ans après le choc économique, quelle trajectoire pour l'agriculture biologique en France ?

En 2021, après plusieurs années de croissance à deux chiffres, le marché de l'agriculture biologique a brutalement marqué le pas. Dans un contexte d'inflation et de baisse du pouvoir d'achat, les consommateurs français ont réduit leurs dépenses alimentaires et privilégié des produits alimentaires moins coûteux. Le bio a été particulièrement touché par ces arbitrages, entraînant une contraction rapide des débouchés pour de nombreuses filières. Cinq ans plus tard, le marché donne des signes de reprise. Toutefois, ce redémarrage apparaît encore fragile et ne compense que partiellement les débouchés perdus depuis 2021. Surtout, le décalage entre l'évolution de la production et celle de la consommation continue de fragiliser l'équilibre offre-demande, un enjeu particulièrement sensible pour les filières biologiques.

Des arbitrages de consommation défavorables au bio

L'inflation alimentaire, qui a atteint 20 % en deux ans, a conduit une partie des Français à modifier leurs habitudes de consommation. Alors que, depuis plusieurs années, les consommateurs se montraient de plus en plus disposés à payer le prix d'une alimentation saine, durable et labellisée, la crise économique a révélé la fragilité de ces intentions. Confrontés à ces contraintes budgétaires, les Français ont réduit les volumes achetés, arbitrés en faveur de produits de base ou de protéines moins coûteuses, et fréquenté davantage les grandes surfaces et enseignes discount offrant un meilleur contrôle des dépenses. Alors, si la crise du bio a d'abord atteint les magasins spécialisés, elle a ensuite été amplifiée par les arbitrages opérés par la distribution généraliste. Selon Circana, en 2022, les ventes de produits biologiques en grandes surfaces alimentaires ont reculé de 7,8 %, tandis que celles des produits premiers prix progressaient de 7,4 %, illustrant clairement les stratégies de baisse en gamme¹.

¹Lire Magali Catteau (2024), Aurions-nous pu prédire la crise de l'agriculture biologique ? Analyse et perspectives n°2402, Chambres d'agriculture France
[Aurions-nous pu prédire la crise de l'agriculture biologique ? - Chambre d'agriculture France](#)

►► CINQ ANS APRÈS LE CHOC ÉCONOMIQUE, QUELLE TRAJECTOIRE POUR L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE EN FRANCE ? (SUITE)

La viande biologique : produit le plus impacté par la crise

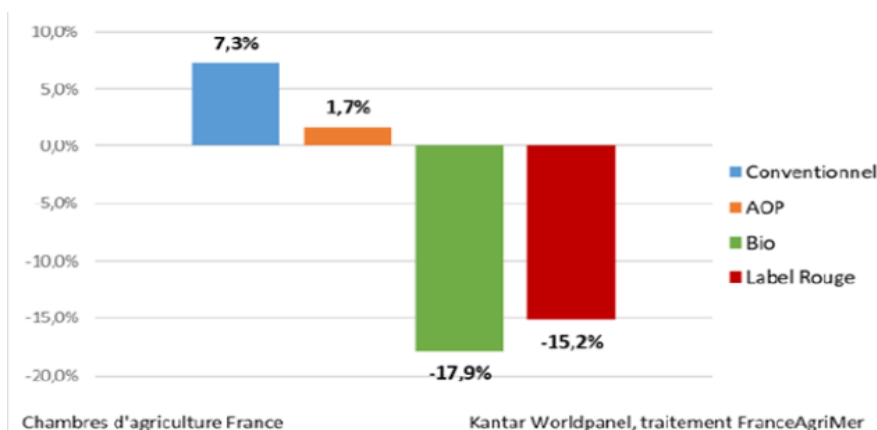
Les replis d'achats ont d'abord concerné les produits frais, à commencer par les produits laitiers. Entre 2019 et 2025, les ventes de produits laitiers biologiques ont reculé de 30 % en volume, faisant diminuer la part de marché du lait liquide bio de 12,5 % en 2020 à 10 % début 2026. Cette baisse de la consommation s'est alors traduite par une contraction massive des débouchés pour les éleveurs laitiers biologiques, avec au plus fort de la crise, des déclassements atteignant jusqu'à 40 % des volumes collectés. Dans le même temps, les prix du lait bio sont restés relativement stables alors que les coûts de production augmentaient fortement et que les prix du lait conventionnel progressaient de près de 45 % entre janvier 2021 et janvier 2023.

La viande biologique a également été fortement affectée par les arbitrages de consommation, d'autant plus que cette filière est confrontée à des difficultés structurelles. Les consommateurs réguliers de produits biologiques consomment en moyenne moins de viande que le reste de la population, ce qui peut participer à expliquer des parts de marché particulièrement faibles dans certaines catégories, notamment en viande porcine et charcuterie, qui représentaient respectivement 1,5 % et 0,5 % des volumes en 2025. Mais cela pourrait aussi s'expliquer par des prix nettement supérieurs en bio. Le prix au détail du poulet AB est en moyenne 4,8 euros supérieur au prix du poulet label rouge, tandis que le steak haché bio est 30 % plus cher qu'en conventionnel.

Enfin, les fruits et légumes, produits emblématiques du marché biologique en raison de leur image associée à la santé, n'ont pas été épargnés. Entre 2021 et 2024, leurs ventes ont reculé de 19 % avant de renouer avec la croissance en 2025.

Si les produits bio ont globalement souffert des stratégies de baisse en gamme, d'autres signes de qualité ont présenté une meilleure résistance. Au total, seuls le label rouge et AB ont subi une rétractation de leur chiffre d'affaires (graphique 1). La promesse environnementale apparaît ainsi fragilisée : elle est à la fois perçue comme complexe et, pour certains, les bénéfices environnementaux ne justifient plus le surcoût associé². Le baromètre consommateur de l'Agence Bio l'avait confirmé, durant la période de crise, la notion de « bien manger » renvoyait davantage au plaisir et à la santé qu'aux considérations environnementales³.

Graphique 1 : évolution des dépenses par SIQO en 2023 par rapport à 2020



²Lire Magali Catteau (2026), La qualité alimentaire peut-elle résister à la crise ? Analyse et perspectives d'agriculture France

[La qualité alimentaire peut-elle résister à la crise ? - Chambre d'agriculture France](#)

³A la question « pour vous bien manger c'est avant tout : » 42 % avaient répondu « le plaisir des sens » (+ 27 points par rapport à 2022)

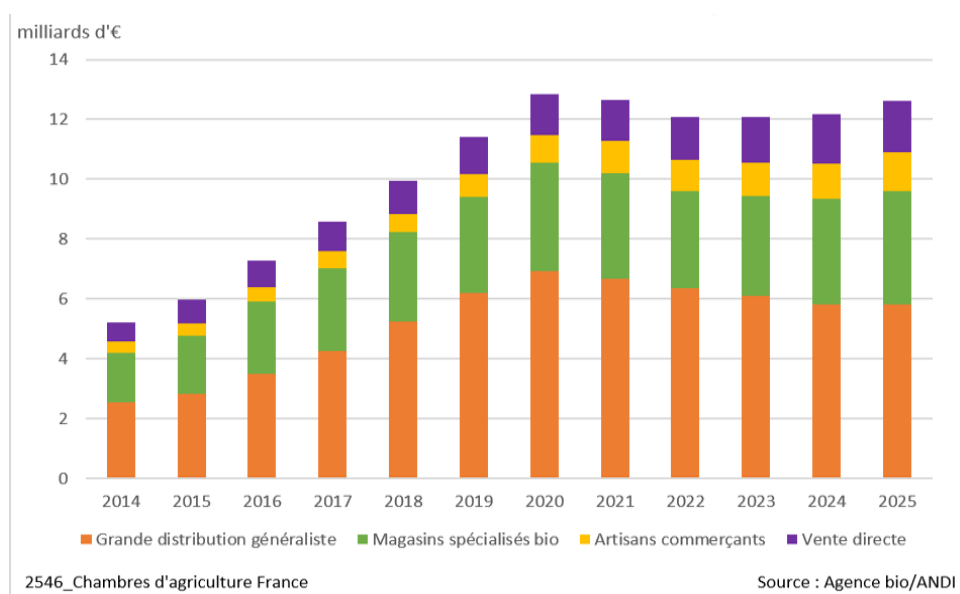
►► CINQ ANS APRÈS LE CHOC ÉCONOMIQUE, QUELLE TRAJECTOIRE POUR L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE EN FRANCE ? (SUITE)

Une reprise pour le marché biologique dans un contexte de recul de la production

Les derniers chiffres de l'Agence bio publiés en juin 2026 pour l'année 2025 soulignent une reprise du marché biologique qui se heurte à une diminution de la production.

Le marché des produits biologiques consommés à domicile atteint ainsi 12,6 milliards d'euros en 2025, soit une hausse de 3,6 % par rapport à 2024 (graphique 2). Corrigée de l'inflation, cette croissance représente une progression de 2 % en volumes, ce qui témoigne d'un véritable regain de la demande. La part du bio dans le panier alimentaire des Français progresse très légèrement pour atteindre 5,8 %, confirmant que la consommation biologique retrouve progressivement son attractivité bien que nous soyons encore loin des 6,5 % de 2021.

Graphique 2 : chiffres d'affaires des ventes de produits biologiques par circuits de distribution



Cette dynamique bénéficie à l'ensemble des circuits de distribution, mais elle profite cette année encore davantage aux magasins spécialisés biologiques. Avec une hausse de 8,5 % de leur chiffre d'affaires, ceux-ci captent désormais 30 % du marché et contribuent à eux seuls aux deux tiers de la croissance observée en 2025. La vente directe poursuit également sa progression (+3,8 %), soutenue par l'attachement croissant des consommateurs aux circuits courts et à la proximité avec les producteurs. Ce mode de commercialisation concerne désormais plus de 28 000 producteurs biologiques, soit près de la moitié des exploitations bio françaises.

À l'inverse, la grande distribution, bien qu'en légère croissance (+1,2 %), continue de perdre du terrain et ne représente plus que 46 % des ventes de produits biologiques, contre plus de la moitié du marché quelques années auparavant. Cette évolution traduit une recomposition du marché au profit des circuits historiquement associés au bio. Les ventes de produits bio en grande distribution restent toutefois en recul par rapport à 2019, malgré une légère reprise, uniquement en valeur, depuis 2025. Cette amélioration repose selon Circana davantage sur la stabilisation des références biologiques que sur un véritable regain de la demande dans ce circuit. De plus, l'offre bio en grandes surfaces alimentaire aurait encore chuté de 4 % au premier trimestre 2026. La reprise en distribution généraliste apparaît donc encore fragile.

La part de marché bio de la grande distribution recule cette année encore

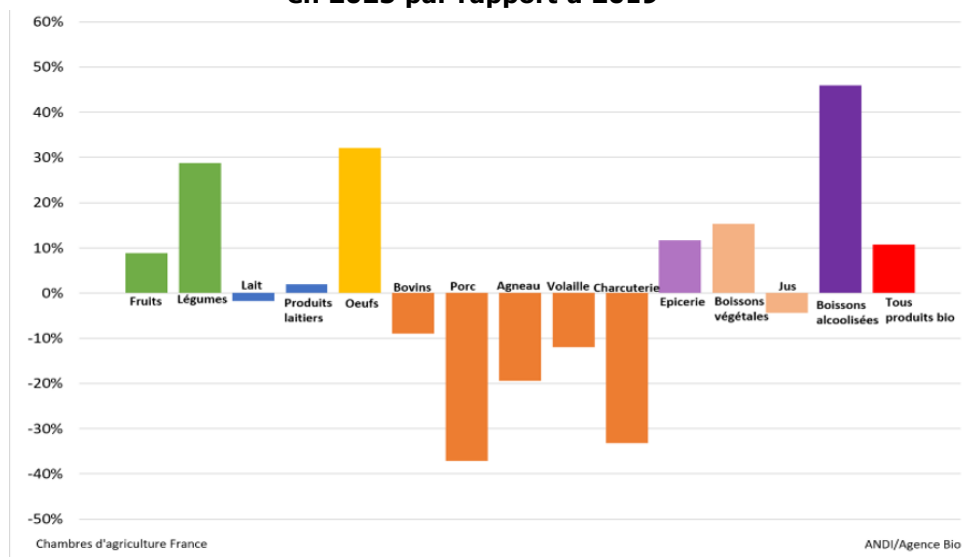
►► CINQ ANS APRÈS LE CHOC ÉCONOMIQUE, QUELLE TRAJECTOIRE POUR L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE EN FRANCE ? (SUITE)

Les achats fruits et légumes progressent de 4,8 % en volumes

Côté produits, la reprise concerne la plupart des filières. Les fruits et légumes biologiques poursuivent leur dynamique engagée en 2024, avec une croissance de 7,3 % dont 4,8 % dues aux seuls volumes. Les produits laitiers retrouvent une trajectoire globalement positive, tandis que les œufs biologiques enregistrent une progression particulièrement soutenue liée à une offre standard très limitée en magasin. Les viandes biologiques, notamment la volaille et la viande bovine, connaissent, elles aussi, un redressement après plusieurs années de recul. Seule exception notable, le vin bio entre dans une phase de contraction avec une baisse de 2,4 % des ventes, reflétant les difficultés plus générales rencontrées par l'ensemble de la filière viticole française.

Depuis 2019, les ventes de produits bio en valeur ont progressé de 11 %, portées notamment par les légumes, les œufs et le vin (graphique 3). À l'inverse, les ventes de viande bio ont reculé de 18 %, plus de la moitié de cette baisse étant imputable à la viande porcine et à la charcuterie.

Graphique 3 : évolution du chiffre d'affaires par produits biologiques en 2025 par rapport à 2019



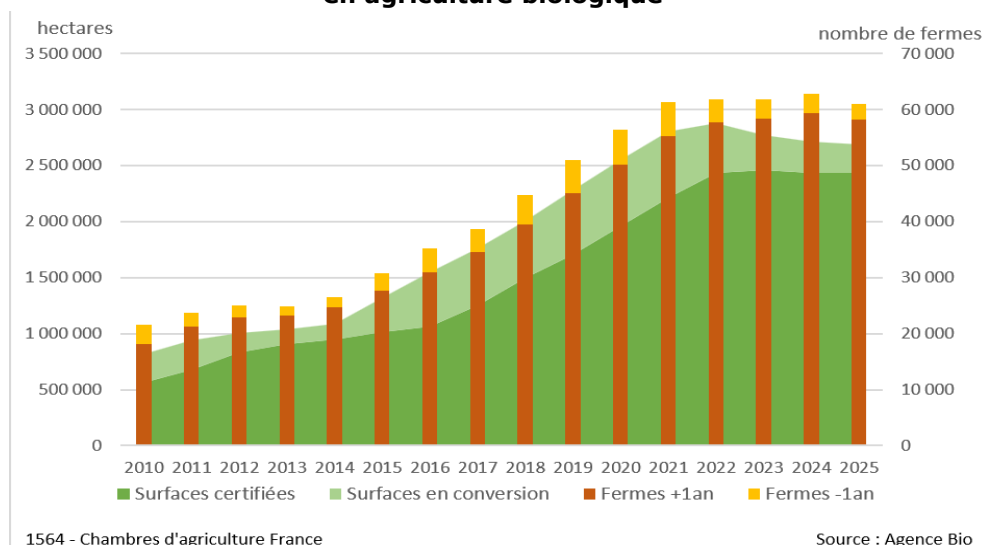
Bien que les ventes aient progressé en valeur depuis 2019, elles ont en réalité diminué en volume, ce qui impacte directement les débouchés des opérateurs, et continue de peser sur l'appareil productif. Ainsi, la France comptait 61 159 exploitations biologiques en 2025, soit une diminution de 1,3 % par rapport à l'année précédente (- 788 producteurs). Cette évolution marque une rupture symbolique puisqu'il s'agit de la première diminution du nombre de fermes biologiques depuis le développement continu de la filière (graphique 4). En 2025, 3 489 producteurs sont entrés en bio lorsque 4 228 ont arrêté leur certification.

Si les ventes en valeur ont progressé, les volumes diminuent

Les surfaces biologiques reculent également pour s'établir à 2,7 millions d'hectares en 2025 (-5 % par rapport à 2022), tandis que les surfaces en conversion reculent de 56 % par rapport à leur plus haut niveau en 2020, ce qui témoigne d'une perte d'attractivité pour la production biologique. Malgré ces baisses, l'agriculture biologique représente encore près de 10 % de la surface agricole utile française et 17 % des exploitations agricoles du pays.

► CINQ ANS APRÈS LE CHOC ÉCONOMIQUE, QUELLE TRAJECTOIRE POUR L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE EN FRANCE ? (SUITE)

Graphique 4 : évolution des surfaces et fermes engagées en agriculture biologique

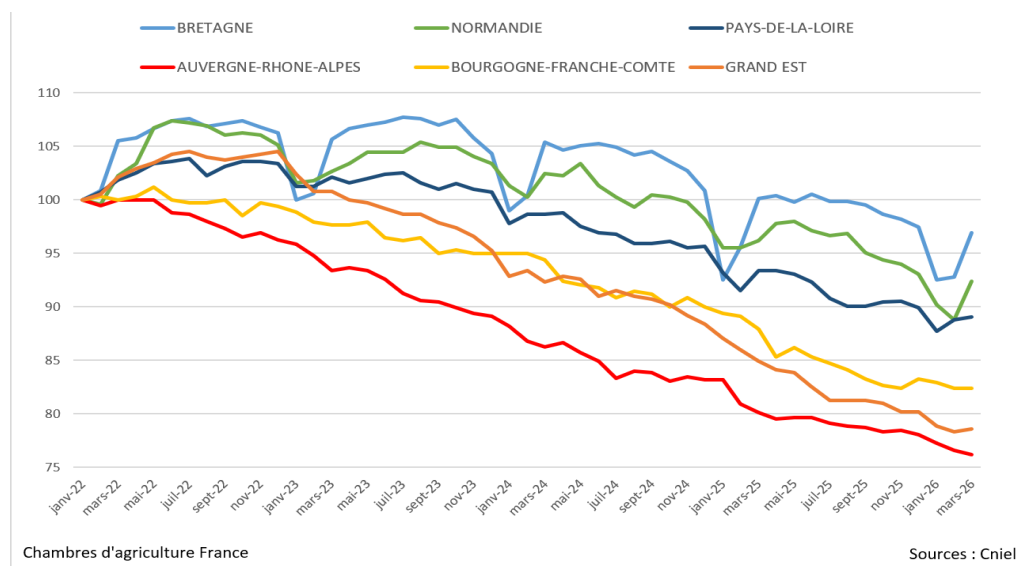


Près de la moitié des arrêts bio sont des retours à l'activité agricole conventionnelle

La contraction des débouchés depuis 2021 a donc entraîné des déclassements de produits biologiques et découragé certains producteurs. D'après l'Agence Bio en 2025 près de la moitié des arrêts de fermes biologiques sont des retours au conventionnels. Selon le Cniel, 50 % des arrêts de la production laitière bio concernait des retours au conventionnel en 2023, et jusqu'à 76 % des arrêts anticipés pour l'année 2026. Toutefois, la baisse des prix en lait conventionnel pourrait résigner certains opérateurs à la déconversion.

Ainsi, la filière laitière permet d'illustrer la crise. Après avoir atteint un pic avec 1,2 milliard de litres de lait bio collectés en 2022⁴, la production recule désormais depuis plusieurs années, en raison d'une diminution du nombre de livreurs, désormais sous le seuil de 3 500 livreurs soit le niveau de 2019. Les éleveurs de l'Est ont été les plus impactés par la crise avec une perte de 20 % des livreurs bio dans le Grand Est. Si les régions situées à l'Ouest du pays ont mieux résisté elles ont tout de même essuyé entre 5 et 10 % d'arrêts (graphique 5).

Graphique 5 : évolution du nombre de livreurs de lait bio dans les principales régions productrices (base 100 = 2022)



⁴C'était l'objectif inscrit dans le plan de filière de l'interprofession laitière. [#EGalim : les plans de filières | Ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Souveraineté alimentaire](#)

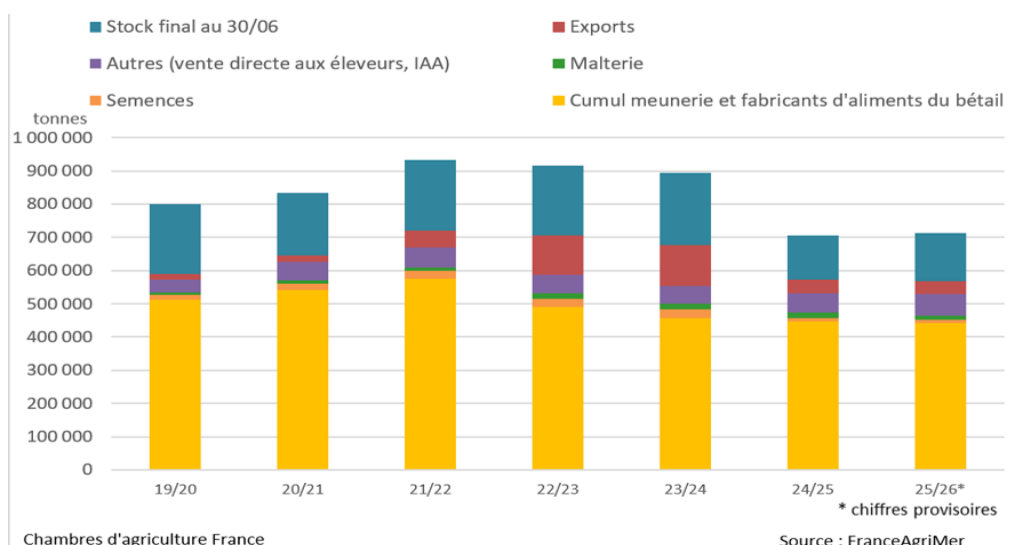
► CINQ ANS APRÈS LE CHOC ÉCONOMIQUE, QUELLE TRAJECTOIRE POUR L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE EN FRANCE ? (SUITE)

Les filières lait et céréales sont affaiblies

En 2025, la collecte française a encore diminué de 4 % par rapport à 2024, dans un contexte européen contrasté où la collecte bio allemande et autrichienne progressent légèrement, tandis que le Danemark (-8%) recule plus fortement. En France, la part du lait bio dans la collecte a atteint environ 4,8 % en 2025, en baisse par rapport aux 6% observés en 2022. Début 2026, une légère reprise de la collecte avait été observée (+2 %), portée par de meilleures conditions fourragères, mais la dynamique reste conjoncturelle⁵.

La filière céréalière a par ailleurs subi la réduction des débouchés liés à l'élevage et la réduction du cheptel notamment avicole. Après plusieurs années de crise, la filière des céréales biologiques montre des signes de redressement. Sur la campagne 2025/2026, la collecte progresse de 25 % par rapport à la campagne précédente. Malgré cette amélioration, les volumes restent inférieurs de 12 % à la moyenne des cinq dernières années, tandis que les céréales en conversion demeurent très en retrait (-85 % par rapport à leur moyenne quinquennale), témoignant du net ralentissement des conversions depuis 2022. Du côté des débouchés, les utilisations repartent progressivement à la hausse, notamment en meunerie et dans l'alimentation animale (+21 % pour les orges fourragères et +7 % pour le triticale), même si certaines productions restent pénalisées, à l'image du maïs (-5 %). Ces évolutions suggèrent une sortie progressive de crise, sans pour autant retrouver les niveaux observés au début des années 2020 (graphique 6)⁶.

Graphique 6 : estimations des utilisations de céréales biologiques



Un soutien public centré sur l'offre, fragilisé par la crise

Le soutien à l'agriculture biologique en France s'inscrit dans des objectifs de transition agricole définis à l'échelle européenne. La stratégie « Farm to Fork » fixe ainsi une cible de 25 % de surfaces agricoles biologiques dans l'Union européenne d'ici 2030. En France, cet objectif a été décliné à travers une cible de 21 % de surfaces cultivées en agriculture biologique à l'horizon 2030, reprise dans la Planification écologique puis réaffirmée par la loi d'orientation agricole (LOA) adoptée en 2025.

⁵Sur ce sujet lire la note de conjoncture lait : [Note de conjoncture Lait de juin 2026 - Chambre d'agriculture France](#)

⁶Sur ce sujet lire la note de conjoncture grandes cultures : [Note de conjoncture - Grandes cultures - Chambre d'agriculture France](#)

► CINQ ANS APRÈS LE CHOC ÉCONOMIQUE, QUELLE TRAJECTOIRE POUR L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE EN FRANCE ? (SUITE)

Les objectifs
fixés par EGALIM
ne sont toujours
pas atteints

Face à la crise du marché biologique, le ministère de l'Agriculture a mobilisé plusieurs leviers : financement d'études et de campagnes de communication, aides d'urgence⁷ et soutien aux dispositifs de structuration de filière et le maintien du crédit d'impôt bio. Le ministère a notamment présenté l'application de la loi Egalim comme un levier majeur de soutien par la demande, estimé à près de 120 millions d'euros. Pourtant, les objectifs fixés pour la restauration collective n'ont pas été atteints. Selon les données Ma Cantine, seuls trois départements atteindraient l'objectif de 20 % de bio, tandis que plus de la moitié restent sous les 10 % d'approvisionnement biologique. Toutefois, les déclarations enregistrées sur la plateforme ne couvrent qu'environ deux tiers des établissements et pourraient surestimer la part réelle du bio, les établissements déclarants étant souvent les plus engagés dans une démarche qualité.

Les limites de la stratégie française apparaissent également dans les choix des aides accordées par la PAC. Depuis 2017, le soutien public privilégie principalement les aides à la conversion (CAB), avec une enveloppe d'environ 340 millions d'euros par an, tandis que l'aide au maintien (MAB) a été supprimée des aides nationales. En justifiant cette réorientation, le ministère de l'Agriculture expliquait ainsi que la priorité devait être donnée aux conversions afin que la production française soit en mesure de répondre à la dynamique du marché⁸. Or, le ralentissement de la consommation observé dès 2017 puis la crise de marché à partir de 2021 ont mis en évidence les limites de cette approche centrée sur l'offre et l'hypothèse d'une croissance durable de la demande. D'autres pays proposent pourtant des aides ambitieuses et le maintien de crédits pour le maintien des exploitations en AB, à l'instar de l'Espagne qui accorde 80 % de son enveloppe bio à des aides au maintien.

La situation française est d'autant plus frappante que la crise du bio a coïncidé avec l'entrée en vigueur de la PAC 2023-2027. Depuis 2023, seule une partie limitée des crédits prévus pour la conversion a été consommée, environ un tiers des enveloppes annuelles étant effectivement mobilisé. Les crédits non utilisés sont alors réaffectés à d'autres priorités agricoles, illustrant le décalage entre les ambitions affichées dans les documents stratégiques et leur mise en œuvre effective.

Plusieurs rapports ont ainsi souligné le caractère distant de la politique française en faveur du bio. Le CGAER évoque un soutien « passif »⁹, tandis que le rapport sénatorial de 2020 dénonçait la posture de l'État devenu « passager clandestin du bio »¹⁰. Cette critique pourrait être renforcée à l'aune des débats parlementaires sur le budget de l'État au cours desquels des réductions budgétaires touchant l'Agence Bio ont été envisagées, alors même que ses missions de structuration des filières, de communication et d'information des consommateurs ont été au centre de la stratégie de sortie de crise et sont régulièrement mise en avant dans l'accompagnement au secteur bio. Au terme de cette crise, la poursuite des objectifs de développement de l'agriculture biologique suppose une cohérence entre les ambitions affichées et les stratégies publiques mises en œuvre pour accompagner durablement le développement de la filière.

⁷En 2023 des aides d'urgences ont été accordées pour les exploitations biologiques les plus en difficulté d'une hauteur de 70 millions d'euros

[Suppression des aides au maintien de l'agriculture biologique](#)

⁸Thierry Berlizot et Claude Ronceray (2025), Crise de l'agriculture biologique française : conjoncturelle ou structurelle ? Rapport n° 24091-P, CGAER

⁹CGAER [Crise de l'agriculture biologique française : conjoncturelle ou structurelle ? alimentaire](#)

¹⁰Alain Houpert et Yannick Botrel, (2020) La politique de développement de l'agriculture biologique : une évaluation. Rapport d'information N°277, Sénat [La politique de développement de l'agriculture biologique : une évaluation - Sénat](#)

¹¹Marine Raffray (2024), Ce que mangent les Français, Analyses et perspectives N°2406, Chambres d'agriculture France : [doc_num.php](#)

► CINQ ANS APRÈS LE CHOC ÉCONOMIQUE, QUELLE TRAJECTOIRE POUR L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE EN FRANCE ? (SUITE)

Une évolution structurelle de nos habitudes alimentaires

La stratégie initiale de la segmentation biologique apparaît aujourd'hui en décalage avec l'évolution des habitudes alimentaires et la situation économique des ménages. Les données de l'INSEE montrent une hausse de la consommation de produits transformés (charcuterie, fromages, pain, boissons sans alcool), pour lesquels la part du bio reste faible, tandis que la consommation de produits frais et bruts recule. Cette évolution s'accompagne d'une transformation des régimes alimentaires vers des produits plus transformés, emballés ou prêts à consommer, ce qui allonge la chaîne de valeur et réduit la part revenant aux agriculteurs¹¹. Selon l'OFPM, ceux-ci ne perçoivent que 12,8 euros des 100 euros dépensés en alimentation, l'essentiel étant capté par l'agroalimentaire, la distribution et les services.

Dans ce contexte, les consommateurs réguliers de bio semblent en partie résister à ces tendances. Les produits biologiques restent globalement moins transformés que les produits conventionnels, avec une part d'ultra-transformés inférieure : 31,4 % contre 38,6 % de l'offre en grande distribution. À l'inverse, les produits bruts ou peu transformés y sont plus présents en bio. Le développement du bio s'est également appuyé sur des innovations comme les alternatives végétales, mais celles-ci sont désormais largement reprises par les marques standard, réduisant l'effet de différenciation du bio¹².

Ces évolutions s'expliquent surtout par des facteurs structurels : hausse des ménages d'une personne, temps de préparation plus contraint et recherche de praticité. Dans ce contexte, 43 % des individus dînent régulièrement seuls contre 29 % il y a vingt ans, et les ménages individuels concentreront la quasi-totalité de la croissance future selon l'INSEE. Or, le marché bio reste fortement dépendant de la consommation à domicile (près de 90 % des ventes), alors que la restauration hors domicile progresse et représente environ un tiers des dépenses alimentaires bio ou non bio. Cette concentration de la consommation à domicile accentue les inégalités d'accès : les ménages modestes, plus sensibles aux prix, sont les plus exposés aux arbitrages en période de crise. Malgré des objectifs publics ambitieux, comme les 12 % de bio dans les assiettes d'ici 2030 fixés par la Stratégie nationale alimentation nutrition climat (SNANC), les contraintes économiques freinent leur réalisation.

Un tiers des Français est contraint dans ses choix alimentaires

Une enquête de l'ObSoCo met en évidence ces tensions. Les « contestataires » (10 %) sont les plus engagés dans la consommation de bio, tandis qu'un tiers des Français appartient au groupe des « contraints », sensibles aux enjeux mais limités par leur budget¹³. Ainsi, le prix est généralement le premier frein à l'achat de produits bio, tandis que près de 65 % des Français se déclarent inquiets des risques de leur alimentation sur leur santé. Dans le même temps, 77 % d'entre eux expriment une lassitude et une fatigue face aux informations, anxiogènes et complexes trop nombreuses, ce qui peut expliquer l'écart entre les préoccupations alimentaires et les actes d'achats.

¹¹Marine Raffray (2024), Ce que mangent les Français, Analyses et perspectives N°2406, Chambres d'agriculture France : [doc_num.php](#)

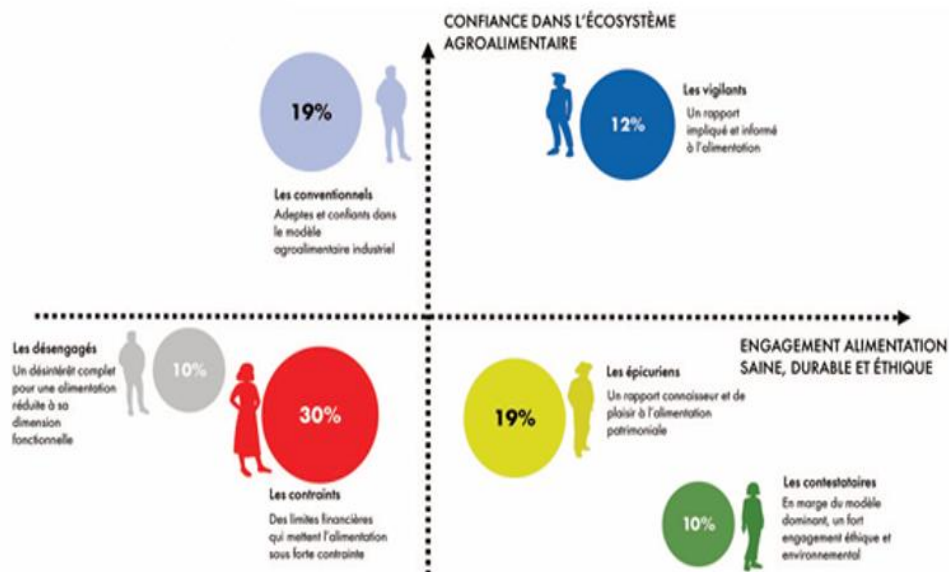
Lire aussi : [Dans l'assiette des Français : l'alimentation face aux transformations économiques et sociales - Chambre d'agriculture France](#)

¹²Voir le chapitre Santé de la méta analyse menée par l'ITAB sur les externalités de l'agriculture biologique : [Quantification des externalités de l'agriculture biologique | ITAB](#)

¹³Lire l'enquête de l'ObSoCo ici : https://lobsoco.com/wp-content/uploads/2025/06/LObSoCo_FJJ_La-France-a-table-2edition.pdf

► CINQ ANS APRÈS LE CHOC ÉCONOMIQUE, QUELLE TRAJECTOIRE POUR L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE EN FRANCE ? (SUITE)

Graphique 7 : typologie de six consommateurs français



Source : L'ObSoCo | Observatoire du rapport à la qualité et aux éthiques dans l'alimentaire – Vague 4 – Novembre 2024.

À ces contraintes économiques s'ajoute une offre alimentaire de plus en plus segmentée : fin 2022, le panel Kantar recensait près de 26 labels, 16 mentions et 7 scores différents, soit une augmentation de la segmentation d'environ 30 % en quelques années¹⁴. Dans ce contexte, le consommateur doit identifier et comprendre le label biologique, tout en acceptant un prix plus élevé, alors même que d'autres signes de qualité proposent des promesses plus lisibles pour un surcoût parfois limité.

L'offre peut ainsi s'analyser au travers du concept d'« environnement alimentaire » qui pourrait être défini comme les conditions physiques, sociologiques, politiques ou encore culturelles qui influence l'accès et, à terme, les habitudes alimentaires des populations. L'IDDRI distingue notamment l'environnement géographique (offre disponible et visibilité en magasin) de l'environnement économique (prix, pouvoir d'achat, marges). Les dérèfèrencements récents du bio en grande distribution réduisent sa visibilité, tandis que la question des prix et des marges reste centrale¹⁵.

Pour réduire l'écart entre intentions et acte d'achat, l'IDDRI souligne le rôle des « nudges », dispositifs d'incitation douce reposant sur la présentation des choix plutôt que sur la contrainte (comme le Nutri-Score). En modifiant l'architecture des décisions — par exemple via la mise en avant de certains produits en tête de rayon ou un affichage simplifié — ils visent à encourager certains comportements de consommation et constituent un complément aux politiques publiques traditionnelles.

Néanmoins, l'attractivité du bio doit s'appréhender dans une perspective plus large de dégradation du pouvoir d'achat des Français, que les seuls environnements alimentaires ne sauraient résorber,

Le rôle de l'environnement alimentaire

¹⁴ Les labels en Grande Consommation

¹⁵ Charlie Brocard et Mathieu Saujot, (2023), Environnement, inégalités, santé : quelle stratégie pour les politiques alimentaires françaises, Etude, IDDRI : [Environnement, inégalités, santé: quelle stratégie pour les politiques alimentaires françaises ? | IDDRI](#)

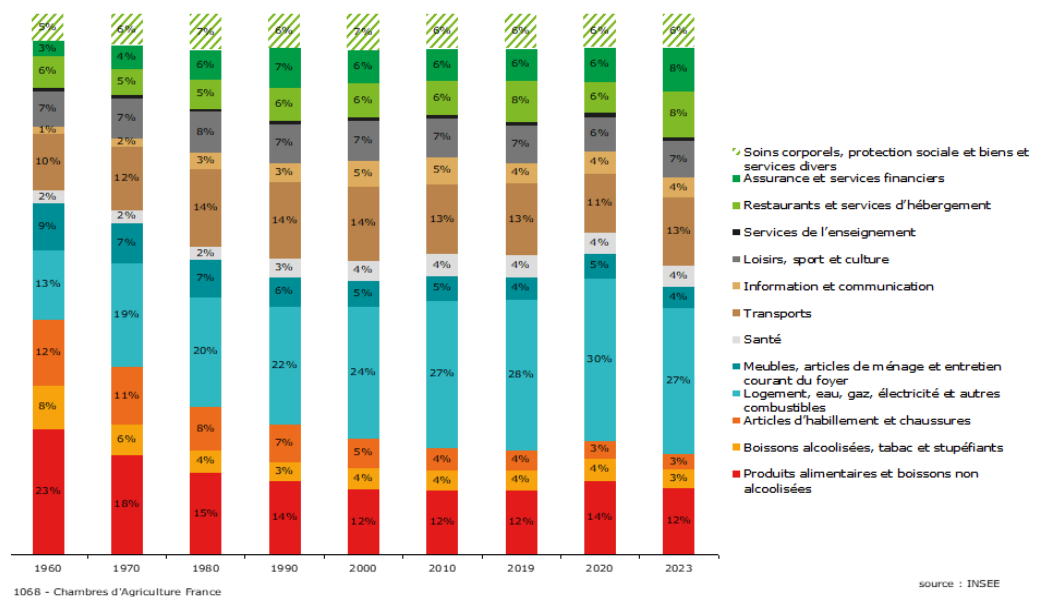
► CINQ ANS APRÈS LE CHOC ÉCONOMIQUE, QUELLE TRAJECTOIRE POUR L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE EN FRANCE ? (SUITE)

En 2023, la France comptait 9,8 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté et l'insécurité alimentaire toucherait plus d'un quart de la population. Pour une part croissante des ménages, l'alimentation est ainsi redevenue un poste de dépense sous forte contrainte, où la nécessité l'emporte sur les considérations de santé, d'environnement ou de qualité.

Entre 1962 et 2023, les dépenses alimentaires des ménages français ont augmenté de près de 27 % en valeur courante. Pourtant, dans le même temps, leur poids dans le budget des ménages a été divisé par deux, passant de 23 % à 12 %. À l'inverse, les dépenses pré engagées (logement, assurance, énergie) ont largement progressé. Les dépenses liées au logement sont passées de 13 % à 27 % du budget, réduisant la marge de manœuvre des ménages pour leurs autres consommations (graphique 8). Les tensions récentes sur les marchés de l'énergie liées aux sanctions visant les exportations russes de gaz et aux perturbations du trafic dans le détroit d'Ormuz, rappellent que toute hausse durable des dépenses contraintes peut rapidement se traduire par des arbitrages défavorables aux produits alimentaires.

Un recul du budget alimentaire au profit des dépenses liées au logement

Graphique 8 : évolution des dépenses de consommation des Français (en %)



Certains analystes ont interprété la crise du bio comme une phase de régulation après une période de forte croissance. Le développement rapide du secteur, notamment en distribution spécialisée, a entraîné une intensification de la concurrence entre enseignes. Dans ce contexte, les nombreuses fermetures de 2022 et 2023 peuvent être appréhendées comme un ajustement du marché.

► CINQ ANS APRÈS LE CHOC ÉCONOMIQUE, QUELLE TRAJECTOIRE POUR L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE EN FRANCE ? (SUITE)

Par ailleurs, malgré un ralentissement de la consommation biologique perceptible dès 2017, certains les acteurs de la filière (interprofessions, distributeurs) avaient engagé des stratégies d'expansion ambitieuses.

On peut regretter que cette diminution de la consommation bio, largement liée à l'inflation et à la précarité alimentaire, n'ait pas réellement ouvert de débat structuré sur l'accessibilité des produits biologiques considérés comme plus sains et durables. Les initiatives évoquant des formes de sécurité sociale de l'alimentation offrent des perspectives, mais apparaissent encore comme des réponses partielles à un système marqué par l'appauvrissement d'une partie des ménages, mais aussi des agriculteurs.

Enfin, les perspectives du secteur doivent être replacées dans un contexte plus large d'incertitudes économiques et géopolitiques. À court et moyen terme, l'agriculture biologique pourrait tirer parti de sa moindre dépendance aux intrants de synthèse, dans un contexte marqué par la volatilité persistante des prix de l'énergie, du gaz et des engrais. Cette résilience constitue un atout face aux chocs d'approvisionnement observés ces dernières années. À plus long terme, en revanche, la visibilité demeure limitée. La remise en question de certaines ambitions du Pacte vert européen depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, le retour de plusieurs États vers des sources d'énergie plus carbonées, ainsi que le maintien de niveaux élevés d'endettement et de taux d'intérêt, rendent plus incertaines les trajectoires futures de la transition écologique et de l'agriculture biologique.

Enfin, la crise éprouvée ces dernières années par le secteur bio ne peut être réduite à un simple choc économique conjoncturel : elle révèle des déséquilibres structurels du modèle de développement du bio, longtemps fondé sur une croissance supposée continue de la demande. En ce sens, elle met en évidence les limites d'un soutien centré sur l'offre et souligne la nécessité de repenser plus globalement les politiques alimentaires, afin de mieux articuler production, accessibilité et débouchés.